



Acte certifié exécutoire

Envoyé : 01/04/2015

Réception par le préfet : 01/04/2015

Publication : 01/04/2015

Le Maire, Daniel FIDELIN

Département de la  
Seine-Maritime

Arrondissement du  
HAVRE

Le 30 Mars 2015

Information n° 1

Extrait du Registre des délibérations du Conseil Municipal

Nombre de Conseillers d'après la Loi .....	<b>33</b>
Nombre de Conseillers en exercice .....	<b>33</b>
Nombre de Conseillers présents .....	<b>30</b>
Nombre de Pouvoirs .....	<b>3</b>
Nombre de Votants .....	<b>33</b>

Extrait de la délibération affiché le 31 Mars 2015

L'an deux mille quinze, à dix huit heures trente par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 9 Mars 2015, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur Daniel FIDELIN, Maire.

Appel nominal :

Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Valérie PAILLART, Dominique THINNES, Corinne LEVILLAIN, Olivier LARDANS, Jean-Luc GONFROY, Gilbert FOURNIER, Virginie LAMBERT, Gérard DELAHAYS, Jean-Pierre QUEMION, Philippe KWIATKOWSKI, Patricia DUVAL, Pascal LEFEBVRE, Frédéric PATROIS, Valérie LEDOUX, Emmanuel DELINEAU, Karine LOUISET, Estelle FERRON, Stéphanie ONFROY, Alexandre MORA, Fabienne MALANDAIN, Martine LESAUVAGE, Pascal DUMESNIL, Nada AFIOUNI, Jérôme DUBOST, Nordine HASSINI, Aurélien LECACHEUR, Gilles LEBRETON.

Excusées ayant donné pouvoir :

Marie-Christine BASSET (Pouvoir à Virginie LAMBERT), Marie-Paule DESHAYES (Pouvoir à Nicole LANGLOIS), Sophie CAPELLE (Pouvoir à Valérie LEDOUX).

Désignation du Secrétaire de séance :

Alexandre MORA est désigné Secrétaire de séance à l'unanimité.

# REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 30 MARS 2015

INFORMATION : n° 1

1-1

OBJET : Information aux Conseillers Municipaux sur l'utilisation par Monsieur le Maire de la délégation de signature accordée par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

RAPPORTEUR : Monsieur Daniel FIDELIN, Maire

Lors de notre Conseil Municipal du 14 avril 2014, vous m'avez autorisé à utiliser, selon l'article L 2122-22-4 du Nouveau Code des Collectivités Territoriales, des délégations de signature notamment à « prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget et dans la limite du montant prévu par l'article 26 du Code des Marchés Publics" (seuil modifié périodiquement en fonction du calcul réalisé par la commission européenne.).

Aussi, dans le cadre de cette délégation, j'ai l'honneur de vous informer de la signature des contrats et marchés suivants :

## **SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE** :

### **1) Réaménagement des Services Techniques Municipaux (DE1503I1\_1M)**

Dans le cadre des travaux de réaménagement des Services Techniques Municipaux, un avenant a été notifié à l'entreprise SMAC, titulaire du lot n° 6 « couverture et étanchéité ».

En effet, suite à la liquidation de l'entreprise SMPO, titulaire du lot n° 9 « métallerie, serrurerie », il a été décidé, afin de ne pas retarder le chantier, de confier la fourniture et la pose de pattes de garde-corps permettant la pose des garde-corps, préalablement à la pose de couvertines sur les acrotères, à l'entreprise SMAC.

Cette prestation supplémentaire représente une plus-value de 1.370,40 € H.T., soit 1.644,48 € T.T.C.

De ce fait, le marché d'un montant initial de 73.168,51 €H.T., modifié par un premier avenant à 74.478,97 €H.T., passe aujourd'hui à 75.849,37 €H.T., soit 91.019,24 € T.T.C, soit une variation globale de 3,66 %.

S'agissant d'une variation inférieure à 5 % du montant du marché, cet avenant n'a pas été soumis à la commission d'appel d'offres.

Imputation budgétaire : 2313-0202-1011

## 2) Entretien des installations de chauffage des bâtiments communaux (DE150311\_2M)

Suite au contrat de maintenance des installations de chauffage des bâtiments communaux signé avec la société CRAM (203 rue Démidoff – 76600 LE HAVRE) et notifié le 17 Juillet 2014, il est nécessaire aujourd'hui d'apporter quelques modifications aux prestations de base.

Un avenant va être signé avec la société CRAM pour y apporter les modifications suivantes :

- Ancienne gendarmerie : Modification du type de contrat.
  - o Montant du poste P1 (fourniture combustible) : 1.426,32 €HT/an.
  - o Cible de consommation Nb : 28 mWh PCS.
  - o Prix du mWh PCS : 50,94 €HT.
- Salle Michel Valléry : Intégration des nouvelles installations thermiques de ce

site

- o Montant du poste P1 (fourniture combustible) : la facturation sera établie d'après les relevés du compteur gaz effectués au démarrage et à l'arrêt de la saison de chauffe. Le prix unitaire du mWh PCS est de 50,94€HT.

- o Montant du poste P2 (entretien courant) : 1.830€HT/an.

- o Montant du poste P3 (garantie totale) : 681€HT/an.

- o La cible de consommations NB sera déterminée après une année de fonctionnement sur la base des consommations réelles.

- Régime hors gel : modification article VII.3 du C.C.T.P.

- o Article actuel : « Lorsqu'un bâtiment, ou une partie de bâtiment est inoccupée temporairement, le titulaire doit y maintenir un régime d'entretien au cours duquel les températures intérieures correspondent à la sécurité contre le gel des installations et (ou) au maintien en bon état des locaux.

*Le titulaire s'engage à remplacer, à ses frais, tout le matériel détérioré par le gel par suite de l'arrêt de ce chauffage anti-gel dans un délai de 10 jours avec la mise en place de mesures compensatoires ».*

- o Article modifié : « Lorsqu'un bâtiment, ou une partie de bâtiment est inoccupée temporairement, le titulaire doit y maintenir un régime de fonctionnement au cours duquel les températures intérieures correspondent à la sécurité contre le gel des installations et (ou) au maintien en bon état des locaux.

La « valeur plancher » de ce maintien hors gel est toutefois fixée à 10°C à l'intérieur des différents locaux.

Le cas échéant, le titulaire s'engage à remplacer, à ses frais, tout le matériel détérioré par le gel par suite de l'arrêt de ce chauffage anti-gel dans un délai de 10 jours avant la mise en place des mesures compensatoires ».

Cette modification n'entraîne aucune conséquence financière

- Régime de chauffe des établissements scolaires

Suite à la mise en place des nouveaux rythmes scolaires, il est nécessaire d'adapter les régimes de chauffe contractuels pour les écoles comme suit :

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
Anciens horaires	7h45-18h	7h45-18h	8h30-11h30	7h45-18h	7h45-18h	/
Nouveaux horaires	7h45-18h	7h45-18h	/	7h45-18h	7h45-18h	8h30-11h30

Cette modification n'entraîne aucune conséquence financière.

Imputation budgétaire :

*Ancienne gendarmerie : 60613-71 (P1)*

*Salle Michel Valléry : 60613-30 (P1) / 61561-71 (P2) / 2135-71 (P3)*

3) Marché à bons de commande de Voirie (DE150311 \_3M)

Suite à la consultation lancée le 14 novembre 2014, un marché à bons de commande a été signé avec l'entreprise EUROVIA (agence le Havre – Parc de l'Estuaire – 5 rue de la Plaine – 76700 GONFREVILLE L'ORCHER) afin de réaliser divers travaux d'entretien de la voirie sur tout le territoire de Montivilliers.

Les prestations du marché sont susceptibles de varier annuellement de la façon suivante :

- Mini HT : 250.000 €
- Maxi HT : 1.000.000 €

Le marché est signé pour une durée de 1 an à compter de sa date de notification. Il est reconductible 3 fois, par tacite reconduction, par période d'un an, pour une durée maximale de 4 ans.

Imputation budgétaire : en fonction des travaux réalisés :

- o 61523-822
- o 2151-822
- o 2135-026
- o 61521-823

***Le Conseil Municipal prend acte de cette information.***

Le Maire,